



## Déclaration préalable du Sgen-CFDT Bretagne CSA SD du Finistère

Le 3 Février 2023

Madame la Directrice Académique des Services de l'Éducation Nationale,  
Mesdames et Messieurs les membres du CSA SD,

Pour la rentrée 2023, l'académie de Rennes se voit encore amputée d'un nombre important de postes d'enseignants : certes les effectifs élèves ont diminué mais cette baisse ne justifie en rien l'hémorragie que nous constatons et qui aurait été, au contraire, l'occasion d'améliorer le quotidien des élèves.

Dans notre département, la prévision pour cette prochaine rentrée dans les établissements du second degré est de 520 élèves en moins d'après les prévisions. Conséquence, 571 heures d'enseignements seront supprimées soit l'équivalent d'environ 32 enseignants en moins face aux élèves. Une fois de plus l'occasion d'alléger les effectifs dans les classes n'est pas envisagée. 30 élèves par classe en collège, 35 voire davantage par classe au lycée c'est moins de 2 minutes consacrées à chaque élève par heure d'enseignement. Dans le même temps, nous devons accueillir un nombre croissant d'élèves à besoin éducatif particulier ce qui implique de mettre en œuvre une pédagogie différenciée et un suivi individualisé.

Les résultats de cette politique budgétaire se voient de plus en plus dans nos classes où l'on doit préparer pour le baccalauréat des jeunes qui maîtrisent mal la langue, ont des difficultés à exprimer leurs idées, des élèves de spécialités scientifiques en difficulté face à une simple fraction, un calcul de pourcentage, la lecture d'un graphique ...

Que dire des classes à 34 notamment en première technologique après fermeture d'une classe qui entraînent des refus de passerelle à ceux qui ont voulu tenter une série générale " (comme ils sont encouragés à le faire) sous prétexte qu'il y a de la place dans d'autres établissements... ?

Que dire de la suppression de l'heure de technologie en 6<sup>ème</sup> ? Le SGEN-CFDT demande l'abrogation de cette disposition : d'une part parce que nous ne voyons pas comment vous allez pouvoir la mettre en place et d'autre part parce qu'il nous semble peu judicieux de supprimer cette bouffée d'air à des élèves peu scolaires

au motif qu'il n'y a plus d'enseignants de technologie. Et ce alors même que l'institution ne cesse de mettre en avant l'apprentissage ?

Et pour terminer sur cette nouvelle réforme de la classe de 6<sup>ème</sup>, de nombreuses questions restent sans réponse : Quel budget prévu pour rémunérer les éventuels professeurs des écoles volontaires ( s'il y en a) qui exerceraient auprès des élèves du collège ? Quels moyens et quels personnels pour encadrer cette 27<sup>ème</sup> heure de 6<sup>ème</sup>, l'heure de devoir fait ?

Ne vous méprenez pas, nous sommes ouverts au dialogue mais aucune des nombreuses réformes récentes n'a été sérieusement évaluée. Elles ont toutes été menées tambour battant sans écoute des mises en garde des syndicats. Il suffit pour cela de se rappeler des péripéties des mathématiques et de la nécessité de corriger les DGH dans l'urgence. Et aujourd'hui vous souhaitez vous attaquer à l'homme malade du système éducatif avec une réforme du collège ! Il y a de quoi frémir !

En outre, le maintien du niveau de vie ne peut reposer sur le principe du travailler plus pour gagner un peu plus (mais en subissant une baisse en euros constants). En outre, il ne faut pas ignorer la charge mentale supplémentaire induite par ces HSA. Il est temps que les promesses électorales soient tenues sans contreparties.

Les enseignants sont las, ils ne voient pas le bout du tunnel dans cette valse de réformes. Si on y ajoute les années de travail qui vont s'accumuler sans que, là non plus, ils ne voient la fin, quelles vont être, à votre avis, les conséquences ?

Nous avons beau chercher, nous ne voyons pas une once de bienveillance dans tout cela... Et maintenant il faudrait travailler deux années de plus ?

Pour terminer, les effectifs en Ulis grimpent un peu partout dans le Finistère et dépassent parfois la valeur maximale de 12 prévue pour ce type de classe. Pour décharger les ULIS de Châteaulin et Douarnenez il devient urgent de créer une Ulis à Crozon, où réside déjà un bon nombre d'élèves. Ces élèves viennent tous les jours en taxi. Il est désolant de voir que l'argent public va dans les transports plutôt que dans la création d'un poste d'enseignant. Au détriment des élèves, car tous ces trajets c'est également de la fatigue pour des élèves en situation de handicap, sans parler de l'impact environnemental.

Et enfin pour conclure nous tenons à rappeler que les indicateurs de dégradation des conditions de travail et de souffrance au travail se multiplient : difficulté de recrutement, démissions et ruptures conventionnelles, fiches SST sur les RPS. Il serait temps lors des préparations de rentrée de s'emparer des questions de bien-être au travail de nos collègues.

Merci de votre attention